

## NOS VOISINS DU JEUDI



FRÉDÉRIC BORLOZ SYNDIC D'AIGLE

# Un laxisme... stupéfiant

Le constat est sévère au sein de la commission mondiale sur la politique de la drogue. Ruth Dreifus, qui en est membre, parle d'un échec: «*Le pouvoir du crime organisé n'a pas baissé.*»

Les statistiques dans le canton de Vaud ne disent pas autre chose. En 2013, les infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants ont connu une augmentation de 20,7%. Devant ce constat, le Conseil d'Etat genevois réfléchit à la légalisation du cannabis.

**S'en tenir à un constat d'échec n'est pas à mes yeux un signe de responsabilité politique.**

Reste qu'aux yeux du citoyen, l'impuissance face à l'augmentation des délits soulève des interrogations justifiées. Pourquoi ce discours résigné, tant de la part de la police que de la justice? Comme si l'existence de lieux du marché de la drogue dans certaines rues et quartiers s'assimilait peu ou prou à un mal inévitable. Il me semble que sur d'autres plans, l'intervention conjuguée des moyens policiers et juridiques a amené de véritables changements de comportements. Concernant le code de la

route, par exemple, on constate que l'on a réellement mis les moyens pour obtenir des résultats en exerçant une pression suffisante sur les usagers. Bien sûr, il ne sera jamais question d'éviter la malchance ni la fatalité.

Cependant, à une large échelle, une volonté commune et des actions concertées ont permis d'appliquer des mesures avec succès. Pourquoi, dès lors, une telle volonté ne pourrait-elle pas également s'inscrire en matière de lutte contre la drogue? Des réformes devraient intervenir autant au niveau de la répartition des moyens engagés dans la répression qu'au niveau de l'arsenal juridique. Plutôt que de se ranger du côté des avis résignés, il s'agit de redessiner les bases d'une réelle volonté politique face au fléau de la drogue et de donner les moyens à la justice de montrer davantage de fermeté.

Le laxisme actuel aboutit à des situations inversées: lorsque ce sont les citoyens, à l'exemple d'une petite cité du Chablais, qui s'approprient ce rôle en proclamant leur «village sans dealers»\*. C'est réellement le signal que les instances désignées, autant politiques, policières et juridiques, n'ont pas rempli leur mission et cela doit changer. S'en tenir à un constat d'échec n'est pas à mes yeux un signe de responsabilité politique. ●

\*[www.monvillagesansdealers.ch](http://www.monvillagesansdealers.ch)

**DEMAIN, LES VENDREDIS DE LA VITICULTURE  
AVEC ÉRIC GERMANIER**